

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Venon

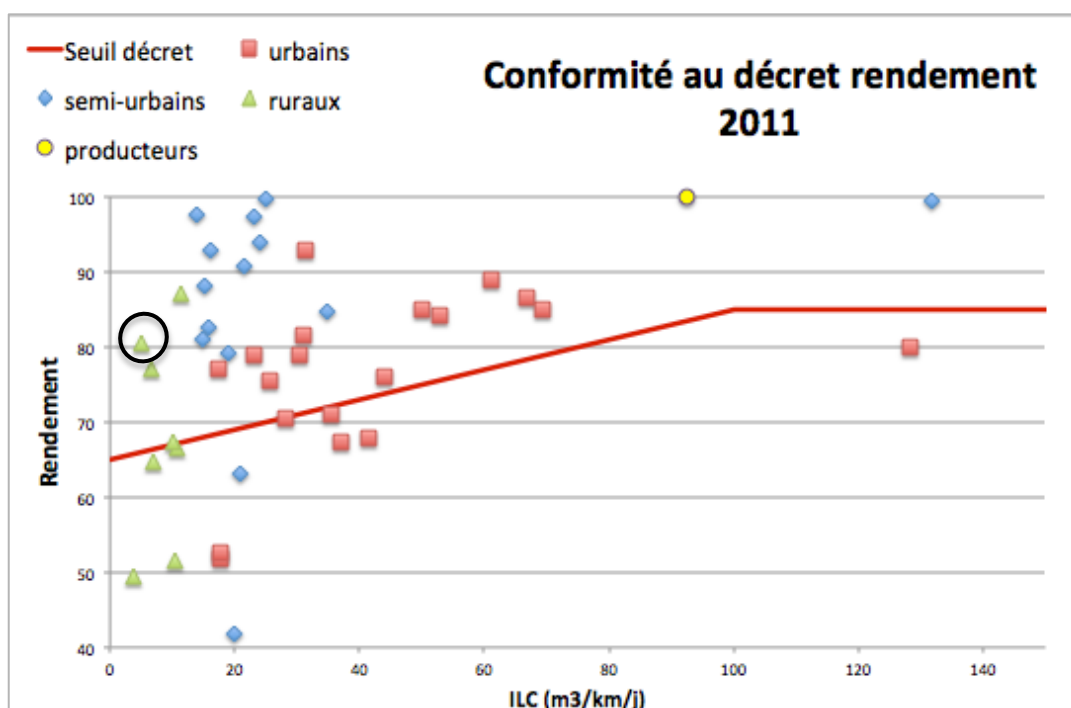
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 301 ILC : 4,9 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 730 Densité habitants* : 43 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 306 Date de règlement de service : Volume entrant: 38 Mm <sup>3</sup> 2009 Volume facturé: 30,6 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 17 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 1 maillage, 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 311 Pourcentage de compteurs +12 ans : 59,5 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 1,18 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 80,5 % Indice Linéaire de Pertes* : 1,2 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : <i>non disponible/100</i> Seuil de rendement imposé par le décret* : 66,0% Rendement 2011 : 80,5 % rendement lissé sur 3 ans* : 80,4% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>immédiate</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 86 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 28,9 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,62 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : - 6,4 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

## **Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret**



Venon est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 80,5% et dépassait de 14,5 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2009 (pas sur le graphique), son rendement était de 80,0%. Le rendement est donc stable depuis quelques années, vraisemblablement maintenu par les travaux de renouvellement menés sur le réseau (1,18%/an pendant 5 ans).

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Venon est de 1,2 m³/km/j, et est très stable depuis quelques années (1,3 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Venon présentait des fuites de très faible importance.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Venon peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

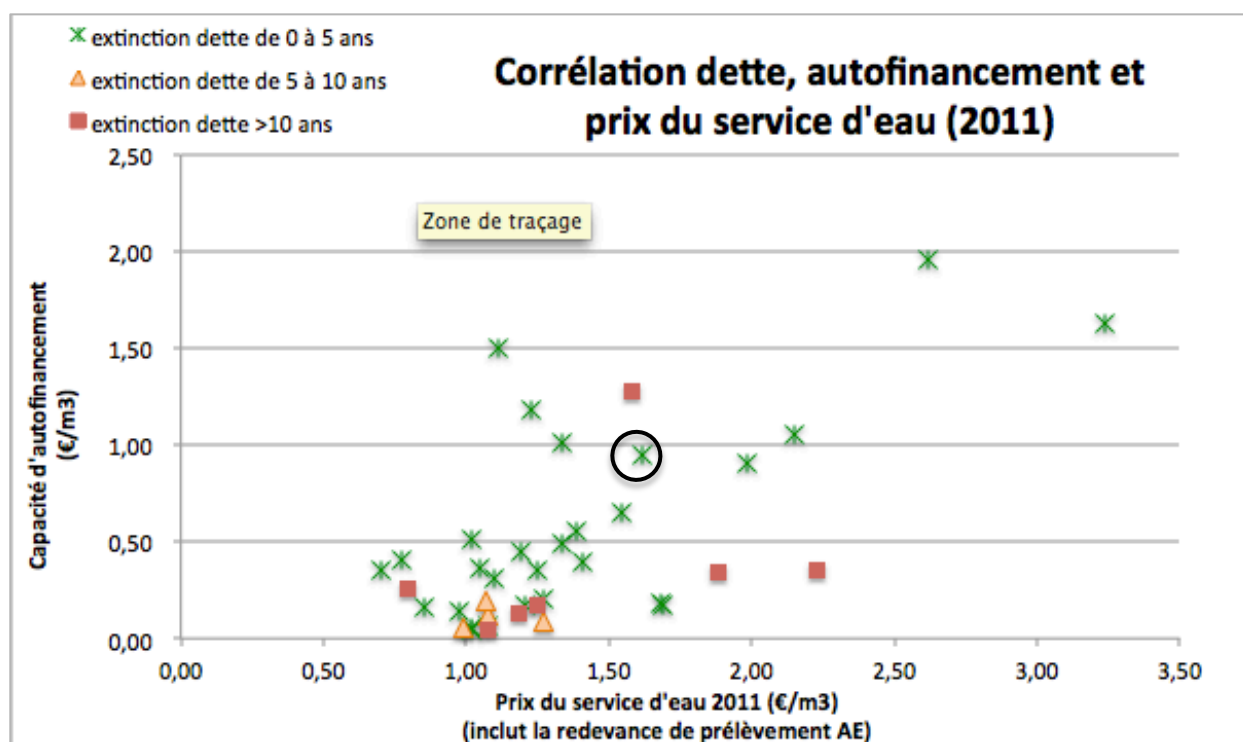
On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Cette donnée n'est pas connue précisément par la CEP, il s'avère cependant que le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Par ailleurs, le parc de compteur témoigne de signes de vieillissement (59% ont plus de 12 ans), et qu'il présente donc des risques de sous-comptage qui pourraient diminuer faussement le rendement. 30 à 40% serait un objectif raisonnable.

On notera enfin qu'aucun branchement en plomb n'était connu sur le réseau au moment de l'enquête.

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

Venon est entourée.

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,94 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,62 €/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est assez élevé par rapport au territoire mais il permet de dégager un autofinancement important de 94 cts/m<sup>3</sup> facturés. On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à 29 k€/an.

Le niveau de dette est inexistant (0€ en 2011). Il est donc possible que Venon ait choisi d'autofinancer ses opérations de renouvellement (1km depuis 2008) plutôt que contracter un emprunt.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Venon dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà relativement élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.